Rencontre régionale des gardes et des agents du littoral

4 et 5 mai 2023
Île de Ré

Éléments de compte-rendu



Maîtriser la fréquentation ?

« Maîtriser la fréquentation » : est-ce un objectif accessible, ou un vœu pieux ? Est-ce souhaitable ? Et si oui, dans quel but : préserver la biodiversité ? Concilier les différents usages ? Prévenir la dégradation des sites ?… Dans tous les cas, quels outils mobiliser : réglementaires ? Incitatifs ? Répressifs ? Physiques (aménagements) ? Et comment concilier la mission d'accueil avec la maîtrise de la fréquentation ? Comment introduire toutes ces problématiques dans les plans de gestion ? Ces 2 jours ont permis aux participants d'échanger sur les solutions pratiques que chacun a pu tester, approuver, regretter, et de tenter d'avancer ensemble sur les points qui leur posent problème.

Comment maîtriser la fréquentation dans les sites naturels ? La question a occupé les deux journées de la rencontre 2023 des agents du littoral de la Délégation Centre-Atlantique, les 4 et 5 mai dans l'île de Ré.

Une première visite de site sur le site du Défend a permis de mesurer « in situ » les effets de la surfréquentation. Ce site de 42 ha protégés, situé à l'extrémité est de l'île -la plus proche du continent souffre à la fois d'une pression de fréquentation en période estivale, mais aussi d'une très forte fréquentation à l'année liée à la proximité des agglomérations de La Rochelle et Rochefort. Les périodes de fortes marées génèrent un afflux de fréquentation lié à la pratique de la pêche à pied, et toute une série d'usages « outdoor », attirent les pratiquants locaux ou régionaux. Les impacts en sont visibles tant sur le rivage proprement dit que sur les zones en retrait, du fait notamment des stationnements plus ou moins sauvages. Les pelouses où poussent le serpolet (qui abrite l'azurée du serpolet, espèce protégée) en souffrent particulièrement. La gestion des accès et des cheminements est compliquée par la présence sur le site de parcelles privées dont l'accessibilité doit être garantie.

Des mesures de limitation des possibilités de stationnement, entre autres, sont mises en œuvre pour tenter de freiner l'expansion de la fréquentation du site.

Ces observations de terrain ont fait l'objet d'un debriefing des observations des quatre groupes de visite, qui portaient à la fois sur les équipements du site, la signalétique, les impacts de toutes natures (sur la faune, la flore, l'état général du site, la propreté, la sécurité, le bien-être des usagers, la cohabitation des différents usages, le travail des agents…), sur la réglementation, les actions mises en œuvre (comptages, présence, surveillance, médiation, information, animation, etc) et la communication sur le site en amont.

↳ *table ronde*

Au cours de la table-ronde qui a suivi, le président de la Communauté de communes de l'île de Ré, ***Lionel Quillet***, a vigoureusement insisté sur la nécessité d'un renforcement des mesures réglementaires permettant aux collectivités territoriales de disposer des outils nécessaires à la régulation de la fréquentation. Il a également insisté sur le sujet sensible du financement des mesures de protection, en rappelant que l'île de Ré bénéficie de la seule (« ou presque ») écotaxe qui reste en vigueur en France : si 50 % environ des recettes du péage du pont sont affectés à l'entretien de l'ouvrage, l'autre moitié finance en effet la préservation de la nature de l'île, et en particulier le salaire des écogardes.



Lionel Quillot



Ludovic Poussin

Ludovic Poussin, inspecteur de l'environnement à l'Office français de la biodiversité, et ***Antoine Bled***, délégué régional de l'Office national des forêts, ont exposé à la fois les actions conduites par les deux structures dans leur gestion de la fréquentation, et les difficultés rencontrées, lesquelles recoupent largement les observations des agents du littoral.

Enfin, ***Gisèle Vergnon***, directrice générale de Destination île de Ré, maire de Sainte-Marie-de-Ré (commune sur laquelle est partiellement situé le site du Défend) et vice-présidente de la Communauté de communes, a détaillé les actions de communication et de prévention conduites autour des sites de l'île. Elle a mis en avant la difficulté de concilier la promotion touristique du territoire (et l'activité économique qu'elle génère) et la gestion des flux de visiteurs en fonction de leur typologie (visiteurs saisonniers, habitants de l'île à l'année, fréquentation urbaine).

De son côté, ***Samantha Bertrand***, coordinatrice « Tourisme durable et accessibilité » à la Communauté d'agglomération Rochefort Océan, a insisté sur la nécessité d'un accompagnement « humain » des mesures de régulation de la fréquentation. Elle a notamment évoqué le cas de l'ile d'Aix, où un emploi saisonnier dédié à l'information des touristes à l'embarcadère de Fouras a permis de faire évoluer les comportements des visiteurs dans un sens plus « civique » et compatible avec la préservation su site.



Antoine Bled et Samantha Bertrand



Gisèle Vergnon

En fin de cette première journée, un temps de synthèse des échanges a permis de noter quelques mots-clés communs aux quatre groupes de travail.

Certaines des thématiques retenues recoupaient les préoccupations exprimées au cours de la table-ronde, notamment par ***Lionel Quillet*** :
- Concertation
- Moyens
- Soutien politique
- Rareté de discours politique
- Fiscalité vertueuse (qui pourrait donner le choix aux élus // en rapport avec la nécessité de croissance >> deux étages, dont une partie n'est pas maitrisée = paradoxe
- Fiscalité >> fiscalité dédiée (cas particulier d'écotaxe) >> Comment ça se passe dans d'autres territoire sans écotaxe ou manne financière?Des pistes de solutions pour concilier accueil du public et préservation de la Biodiversité ont été listés :

D'autres contributions mettaient en avant la lourdeur des procédures et des actions à conduire pour réguler la fréquentation :
- Décalage entre ambitions et réalité
- Notion de temps
- Urgence à agir
- Manque de temps et manque de moyens //Urgence
- Éparpillement des compétences et des responsabilités juridiques >> Inertie de mise en œuvre sur un projet est désespérante

... avec toutefois quelques motifs d'optimisme
- La Force du Conservatoire du littoral c'est d'avoir le temps
- Le projet avance, il faut aussi regarder d'où l'on part

- Prise de conscience des problématiques de surfréquentation
- Volonté // Pleins de potentiels

Quelques contributions ont pointé l'absence ou la faiblesse des suivis judiciaires derrière les actions de police conduites sur les sites :
- Système judiciaire défaillant ou répercussions dérisoires
- Absence de risques ou de répercussion sur les contrevenants

Enfin, la nécessité pour les agents d'une forte visibilité de leur présence sur le terrain a été rappelée :

- Manque d'efficience de la pédagogie aux différents publics
- Besoin de présence humaine (échange de personne à personne)

La matinée du vendredi 5 mai a été consacrée aux actualités nationales de la mission garderie, aux actualités de la Délégation, et au temps entre garde. Un trajet à vélo a ensuite conduit les participants vers la Maison du Fier, pour une visite de la réserve naturelle de Lilleau-des-Niges.

À télécharger

↳ *documents présentés*

Actualités de la mission Garderie
par Gaëlle Moreau
Responsable de la Mission Garderie/Sports de nature
au sein de la Direction de la Gestion Patrimoniale du Conservatoire du littoral

télécharger

Actualités de la délégation de rivages
par l'équipe de la délégation

télécharger

↳ visites effectuées

4 mai - site du Défend

5 mai - Réserve naturelle de Lilleau-des-Niges











